



## CHAPITRE 146

Loi concernant le Collège de Rouyn

[Sanctionnée le 2 février 1956]

Préambule.

**A**TTENDU que le révérend père Marcel Duguay, O.M.I., a, par sa pétition, représenté:

Que, au cours de l'année 1948, à la demande de l'évêque du diocèse de Timmins, les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée ont fondé un collège classique dans la cité de Rouyn;

Que ce collège dispense l'enseignement à au delà de quatre cents élèves;

Qu'il conviendrait qu'une corporation soit constituée et dotée des pouvoirs appropriés pour posséder et diriger ledit collège;

Que les autorités ecclésiastiques du diocèse de Timmins, de même que le Provincial des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, ont donné leur assentiment à ladite pétition.

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Interprétation:  
"corporation";  
"collège";

1. Dans la présente loi,  
a) la "corporation", signifie la corporation constituée par la présente loi;

b) le "collège" signifie le Collège de Rouyn, mentionné dans le préambule de la présente loi;

"provincial";

c) le "provincial" signifie le supérieur régional nommé par les autorités religieuses de la congrégation des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée ou

## CHAPTER 146

An Act respecting the Collège de Rouyn

[Assented to, the 2nd of February, 1956]

Preamble.

**W**HEREAS the reverend father Marcel Duguay, O.M.I., has, by his petition, represented:

That in the year 1948, at the request of the Bishop of the diocese of Timmins, Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée founded a classical college in the city of Rouyn;

That more than four hundred pupils are attending such college;

That it would be expedient that a corporation be constituted with suitable powers to possess and manage the said college;

That the ecclesiastical authorities of the diocese of Timmins as well as the Provincial of Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, have approved the said petition;

Whereas it is expedient to grant such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Interpretation:  
"corporation";  
"college";

1. In this act,  
a. "corporation" means the corporation incorporated by this act;

b. "college" means the Collège de Rouyn mentioned in the preamble to this act;

c. "provincial" means the regional superior appointed by the religious authorities of the congregation of Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée or any

"provincial";

tout autre clerc exerçant à l'occasion ses fonctions;

"Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée".

d) le nom "Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée" réfère à la corporation constituée par la loi 12 Victoria, chapitre 143, modifiée par les lois 51-52 Victoria, chapitre 52, et 24 George V, chapitre 115.

other clergyman for the time being acting as such superior;

d. the name "Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée" means the corporation incorporated by the act 12 Victoria, chapter 143, amended by the acts 51-52 Victoria, chapter 52, and 24 George V, chapter 115.

Constitution.  
Nom.

2. Une corporation est constituée par la présente loi sous le nom de "Collège de Rouyn".

2. A corporation is created by this act under the name of "Collège de Rouyn".

Siège social.

3. Le siège social de la corporation est situé en la cité de Rouyn.

3. The corporate seat of the corporation shall be in the city of Rouyn.

Composition.

4. La corporation se compose des membres suivants: le recteur, le premier assesseur, le second assesseur, le procureur, le premier conseiller, le deuxième conseiller et le secrétaire, nommés par le Provincial des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, lequel a le pouvoir de révoquer lesdits membres à volonté.

4. The members of the corporation shall be the following: the rector, the first assessor, the second assessor, the bursar, the first counsellor, the second counsellor and the secretary appointed by the Provincial of Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée who is empowered to remove the said members at will.

Carence des membres.

La corporation subsiste malgré l'existence des membres.

The corporation shall subsist notwithstanding that it may have no member.

Fins.

5. Les fins de la corporation sont l'enseignement et l'éducation et spécialement la direction d'un collège où se donne l'enseignement secondaire et classique.

5. The objects of the corporation shall be the education and instruction and especially the direction of a college where secondary and classical instruction is given.

Pouvoirs corporatifs.

6. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et spécialement les suivants:

6. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and especially the following:

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

a. to have a seal and alter it at will;

b) ester en justice;

b. to appear before the courts;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

c. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des maisons d'enseignement ou d'éducation, résidences de religieux, maisons de repos, chapelles, centre récréatifs, bibliothèques, salles publiques, terrains de jeux;

d. to acquire, establish, possess, maintain, administer and manage instructional or educational houses, residences for monks, rest homes, chapels, recreational centres, libraries, public halls, playgrounds;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;

e. to bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever;

f) émettre, endosser, accepter et escompter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

f. to issue, endorse, accept and discount promissory notes, bills of exchange, orders for payment and other negotiable instruments;

g) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

h) émettre des obligations ou autres valeurs négociables et les nantir, échanger, mettre en gage ou les vendre pour les sommes, aux considérations et aux conditions qu'elle jugera convenables;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommissé conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute autre loi;

j) hypothéquer, ou nantir ses immeubles, ou donner en gage ou autrement grever d'une charge quelconque ses biens meubles, ou donner ces diverses garanties, pour assurer le paiement de ses emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement de ses autres dettes ou l'exécution de ses contrats et autres engagements;

k) placer ses fonds de toute manière qu'elle juge appropriée, soit en son nom soit au nom de fiduciaires;

l) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer, louer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) ériger, posséder, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser, sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance, toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, la réparation, l'aménagement, l'amélioration et la transformation de tels ouvrages et constructions;

o) pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction, la subsistance et l'entretien des personnes à son service et de celles qu'elle reçoit dans ses établissements;

p) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en

g. to borrow money on its credit by any method recognized by the law;

h. to issue bonds or other negotiable securities and mortgage, exchange, pledge or sell the same for such sums or consideration and on such conditions it may deem proper;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immoveable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any other act;

j. to hypothecate or pledge its immoveables, give in security or otherwise encumber its moveable property, or give such various guarantees, to secure the payment of its loans contracted otherwise than by the issue of bonds as well as the payment of its other debts or the carrying out of its contracts and other agreements;

k. to invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

l. to accept any gift, legacy or other liberality;

m. to acquire, possess, administer, lease and alienate any moveable and immoveable property, by all legal methods and under any title whatsoever;

n. to erect, possess, repair, equip, improve, transform and utilize, on its immoveables or on those of which it has the enjoyment, any buildings and works suitable for the pursuit of its objects, and contribute to or aid in any manner in the erection, repair, equipment, improvement or alteration of such works and buildings;

o. to provide for the education, training, instruction, sustenance and support of persons in its service and of those admitted to its establishments;

p. to conclude with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same

œuvre, exercer les droits et privilèges et remplir les obligations qui en découlent;

q) accomplir toutes les autres choses qui sont propres ou se rattachent à la poursuite de ses fins ou à l'exercice de ses pouvoirs;

r) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

s) acquérir par expropriation avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine tous biens immobiliers jugés nécessaires pour la poursuite de ces fins.

#### Règle- ments.

**7.** La corporation peut, à l'occasion, par règlements, établir, modifier et abroger des dispositions concernant:

a) sa régie interne;

b) la nomination, les fonctions, les pouvoirs et les devoirs de ses officiers, agents et serviteurs;

c) la constitution et la régie de comités exécutifs, de comité spéciaux, d'organismes, de titulaires, qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;

d) la constitution et la régie d'un conseil de consultants, dont le consentement préalable peut être requis pour l'accomplissement de certains actes;

e) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;

f) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins.

Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du Provincial des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée.

#### Fonda- tions.

**8.** La corporation peut, avec l'autorisation du Provincial des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, accepter des fondations pour fins religieuses, charitables ou éducationnelles, et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et ministre fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier.

and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

q. to do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers;

r. to associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

s. to acquire by expropriation, with the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council and upon the conditions he may determine, any immoveable property deemed necessary for the pursuit of its objects.

**7.** The corporation may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting:

a. its internal management;

b. the appointment, functions, powers and duties of its officers, agents and servants;

c. the constitution and management of executive committees, special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects and charged with the exercise of all or any of its powers;

d. the constitution and management of a council of advisers, whose previous consent may be required for the performance of certain acts;

e. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;

f. the pursuit of its objects generally.

Such by-laws shall come into force upon approval by the Provincial of Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée.

**8.** The corporation, when authorized by the Provincial of Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, may accept endowments for religious, charitable or educational purposes and consequently receive, as legal depositary and fiduciary agent, the property given or transferred by gift, will or otherwise, by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter.

#### Endow- ments.



Consentement.	Les fondations consenties à la corporation sous le régime de la présente loi sont soustraites à l'application des articles 776 et 787 du Code civil. Elles peuvent être faites sous seing privé et elles sont valables et réputées acceptées dès que l'écrit qui les constate est signé par le fondateur; elles ne peuvent ensuite être révoquée que du consentement de la corporation.	The endowments so granted to the corporation under the authority of this act shall be exempt from the application of articles 776 and 787 of the Civil Code. They may be made by private agreement and shall be valid and deemed to be accepted as soon as the writing evidencing the same is signed by the founder; they cannot afterwards be revoked except with the consent of the corporation.	Consent.
Patrimoine distinct.	Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément. La corporation, pour chaque tel patrimoine, peut exercer tous les droits de propriétaire absolu et employer une comptabilité distincte qui doit en indiquer la consistance.	The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation may exercise all the rights of absolute owner and use a separate account for each which must show the composition thereof.	Distinct patrimony.
Autorisation.	9. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par le Provincial des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée pour exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations, les pouvoirs suivants: a) le pouvoir d'acquérir ou d'aliéner des immeubles; b) le pouvoir de faire de nouvelles constructions; c) le pouvoir d'établir, d'acquérir, d'aliéner ou d'abandonner une œuvre ou entreprise; d) les pouvoirs énoncés aux paragraphes h, i, j, k et s de l'article 6.	9. The corporation must be previously and specially authorized by the Provincial of Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée to exercise, in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers: a. the power to acquire or to alienate immoveables; b. the power to erect new constructions; c. the power to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking; d. the powers enumerated in paragraphs h, i, j, k and s of section 6.	Authorization.
Changement du siège social.	10. La corporation, autorisée à cette fin, par le Provincial des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.	10. The corporation, when authorized to do so by the Provincial of Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, may change the place of its corporate seat, which must nevertheless remain in the province.	Change of corporate seat.
Id., du nom.	Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.	It may, with the same authorization and subject to ratification by the Lieutenant-Governor in Council, alter its corporate name.	Id., of name.
Avis.	Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> .	Notice shall be given to the Provincial Secretary of all such changes or alterations, and such notice shall be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> .	Notice.
Certificat.	11. Tous bons et obligations de la corporation, pour la lier, doivent comporter un certificat signé par le Provincial des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée ou par un délégué de ce dernier, attestant que leur émission a été dûment	11. All bonds and debentures, to be binding on the corporation, must bear a certificate, signed by the Provincial of Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée or his delegate, attesting that the issue thereof has been duly authorized by	Certificate.

autorisée par les autorités requises et qu'elle est à toute fin régulière; tout tel bon ou obligation comportant un tel certificat est incontestable pour quelque cause que ce soit. Le Provincial des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat.

Copie  
d'acte de  
fiducie.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti. Tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.

the required authorities and is in every way regular; every such bond or debenture bearing such certificate shall be incontestable for any cause whatsoever. The Provincial of Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée and his delegate shall not incur any responsibility by reason of any such certificate.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party. Any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.

Copy of  
trust  
deed.

**Registres.** 12. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les noms, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre et de chaque visiteur de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;
- d) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 8;
- e) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles, en indiquant pour chaque le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire;
- f) tous autres renseignements exigés par ses règlements.

Force pro-  
bante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits munis du sceau de la corporation et certifiés par l'un des membres de la corporation.

Extraits.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, extrait certifié.

**Registres.** 12. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;
- c. the surname, Christian names, nationality, address and occupation of every member and of every visitor of the corporation, indicating, as regards each, the date of his admission or entry into office and the date when he ceased to be a member or to hold office;
- d. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 8;

e. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee;

f. any other information required by its by-laws.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts sealed with the seal of the corporation and certified by a member of the corporation.

Evidence.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

Extracts.

Preuve de  
fonction.

13. Un certificat du Provincial des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée ou de son délégué constitue pour toutes fins la preuve *prima facie* qu'une personne occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

13. A certificate of the Provincial of Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée or his delegate shall constitute *prima facie* proof for all purposes that a person holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

Proof of  
office.

Dissolu-  
tion.

**14.** Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation autorisée par le Provincial des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, peut déclarer la corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de telle dissolution, les biens de la corporation, après paiement de ses obligations, sont dévolus aux Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée.

**14.** The Provincial Secretary, upon petition by the corporation authorized by the Provincial of Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from and after the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such dissolution, the property of the corporation, after payment of its obligations, shall revert to Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée.

Dissolu-  
tion.

Entrée en  
vigueur.

**15.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**15.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.